

Plaidoyer pour l'altermonde

L'action politique passe par plusieurs étapes. Il y a d'abord le moment de l'**indignation** ou de la sensibilisation aux désastres écologiques et sociaux qui motivent l'engagement de s'opposer au monde tel qu'il est.

Ensuite, le premier devoir d'un militant est celui de sa **formation**, moment pour comprendre les raisons qui nous ont mené là et les transformations en cours. C'est le travail auquel Marx s'était astreint avec "Le Capital", dégagant les causes globales de notre système de production (détermination de la production par les marchés financiers, l'innovation et le salariat). Il ne s'agit pas en effet de laisser libre cours à une imagination débridée ni de se limiter aux condamnations morales et aux bons sentiments, il faut connaître les processus matériels et les contraintes systémiques qui mènent à des conséquences si funestes. On peut dire qu'on remonte du local au global en remontant des effets aux causes. Il y a également tout un travail d'information à approfondir notamment sur le climat et l'épuisement des ressources, il ne suffit pas de convictions personnelles.

Bien sûr, l'objectif est ensuite d'essayer d'y remédier avec l'élaboration d'une alternative souhaitable et qui soit viable. Marx était prudent sur ce point mais son erreur n'en a pas moins été **tragique**, au fond de sous-estimer la dimension politique au nom d'une idéalisation de la démocratie. En tout cas, nous avons appris de l'expérience que la propriété collective, dont il déduisait la nécessité, n'a pas été l'épanouissement des forces productives qu'il imaginait, ne changeant rien à la subordination salariale et ne faisant pas le poids face au capitalisme. La Chine en a fait la démonstration malgré une révolution culturelle qui avait porté comme jamais le projet de changer les hommes et d'une réforme de l'esprit qui n'est plus revendiquée aujourd'hui que par les Islamistes (mais que poursuivent en vain toutes les religions). Un tel fiasco justifie la défiance de nos contemporains envers les idéologies mais devrait convaincre au moins que ce n'est pas qu'une question de volonté et qu'en tout cas, il ne suffit pas de croire dans une quelconque utopie pour qu'elle soit réalisable (ou durable).

La question des **alternatives** est la plus difficile car il ne s'agit pas du tout d'imaginer un monde idéal comme on nous y invite trop souvent alors qu'on en est si loin et qu'il n'y a qu'un tout petit nombre d'options possibles. Lorsque je me suis attelé à la question des alternatives écologistes, j'ai été très étonné du manque de réflexions et de propositions sérieuses, en dehors de quelques illuminés, sur un sujet qu'on aurait pu croire plus étoffé tant il est crucial. Je n'ai finalement identifié que [4 types d'alternative](#) correspondant d'ailleurs à différentes temporalités (un capitalisme vert ou productivisme "durable" surtout à base d'écotaxes, d'incitations ou de normes, une économie étatisée ou productivisme bridé par la RTT et une planification écologique, une "décroissance conviviale" assez floue à base de relocalisation mais aussi de frugalité individuelle, enfin, celle qui m'a semblé la plus prometteuse : une production alternative et relocalisée à l'ère du numérique, centrée sur le travail autonome grâce au revenu garanti et des monnaies locales). Il faut bien dire qu'aujourd'hui, presque personne ne soutient plus une quelconque alternative mais tout au plus un national-capitalisme assez anachronique et désespérant.

Pour autant qu'on puisse se décider pour une alternative qui semble pouvoir répondre aux adaptations exigées par notre entrée dans l'ère du numérique, de l'écologie et du développement humain, il reste à prendre en compte les forces en présence et les possibilités réelles de la situation dans ce monde de plus en plus globalisé. Il ne suffit pas en effet de trouver une solution élégante à un problème (la spéculation, les banques, la

monnaie, les retraites, etc.) pour que cette solution soit viable par rapport à d'autres questions (juridiques, multinationales, technologiques, systémiques, etc.). Pour autant que ce ne soit pas une fausse solution d'ingénieur ou de théoricien en chambre, il faut encore trouver les moyens politiques et sociaux de la rendre effective. C'est là où le constat est le plus sévère de notre **impuissance**. On le voit bien, que ce soit avec la crise de la dette, le climat ou le rattrapage des pays les plus peuplés. Il n'y a aucune raison de [surestimer nos moyens](#) alors que la situation semble plutôt désespérée sur tous les fronts, accumulant défaites sur défaites. Sur le plan social, le sud de l'Europe dévasté nous entraîne sur la même pente alors que la lutte contre le réchauffement climatique semble perdue avec la mise en exploitation de toutes les sources d'hydrocarbure (gaz de schiste, méthanes marins, pétroles non conventionnels, charbon). Malgré tous les engagements pris, le résultat est à peu près nul, les émissions continuant à augmenter (bien qu'à un rythme moindre quand même). On ne sait non plus comment on va faire face, non pas tant au pic de population, qui n'est plus tellement éloigné, qu'à un nouveau doublement de la classe moyenne mondiale qui est déjà passée de 1 à 2 milliards depuis l'an 2000 et devrait plus que doubler encore dans les années qui viennent. Il est primordial de bien intégrer l'étendue de notre impuissance effective face à ces problèmes globaux, au lieu de tomber dans ce que Christian Salmon appelle le "paradoxe du volontarisme impuissant" où les échecs répétés ne conduisent qu'à une surenchère verbale (*Yes we can*) quand ce n'est pas à l'appel désespéré aux valeurs. Impossible pourtant de se cacher notre peu de prise sur ces évolutions géopolitiques comme sur les dérives du système capitaliste globalisé et les mécanismes de la crise, ce qui ne veut pas dire qu'on pourrait s'en désintéresser - il faut tout faire pour peser le plus possible dans les négociations internationales - mais on doit bien se rendre au constat du peu de résultat.

Qu'on ne puisse pas tout n'implique pas qu'on ne puisse rien faire, même si notre champ d'action est bien plus modeste et plus local qu'on ne le souhaiterait. Penser le monde nous met en position d'auteur d'une histoire dont nous ne sommes pourtant que l'un des innombrables acteurs aux pensées contradictoires. C'est l'origine du préjugé commun, religieux ou totalitaire, dont il est si difficile de se défaire en politique et qui a nourri les grandes idéologies de masse avec la mythologie révolutionnaire, rêve d'une société artificielle qui ne peut que se cogner au réel dans toute son horreur. Il ne suffit donc pas d'agir par la pensée, voire la propagande, dans la si commune "illusion de l'unanimité" ou la recherche d'une hégémonie idéologique trop sûre de détenir la vérité. On ne peut se passer d'une pensée **stratégique** qui compose avec les autres et les forces matérielles, pensée qui se transforme au contact des autres et des faits, seule façon d'avoir une action transformatrice effective, ni dogmatisme utopique ni laisser-faire destructeur, mais qui peut certes nous laisser le goût amer de son insuffisance à devoir en rabattre sur nos idéaux pour composer avec des rapports de force défavorables et des idéologies dépassées ou se contenter d'une action locale pouvant paraître ridiculement limitée.

Il semble bien y avoir contradiction, en effet, entre une liberté d'action qui se révèle essentiellement locale et des questions de plus en plus globales. Ce n'est donc pas seulement par son penchant naturel que la pensée s'élève à un point de vue global mais bien par nécessité de problèmes qui sont devenus planétaires - seulement, ce n'est pas la même chose. Il ne faut pas confondre en effet cet indispensable "penser global" avec une pensée totalitaire où s'effacent toutes différences derrière un grand récit unifiant. Ce n'est pas parce que les réseaux se sont mondialisés tout comme les effets de notre industrie sur la biosphère qu'il n'y aurait qu'un seul monde, totalité compacte qu'il faudrait changer d'un seul coup tout aussi globalement. Il est très important de reconnaître la **pluralité des mondes**. Bien sûr nous vivons tous sur la même planète, avec des ébauches d'une gouvernance mondiale dont il n'y a plus d'extérieur. La question du climat (comme de

toute éventuelle géoingénierie) semble incarner matériellement le fait que nous appartenons à un seul et même monde qui nous fait tous solidaires. Sauf que les climats diffèrent selon les régions du monde qui ne sont pas affectées pareillement et dont les intérêts divergent. Pour la solidarité de destin, on sait bien qu'il y a plusieurs mondes sociaux qui ne se mélangent guère, entre petit peuple et grand monde. La fiction d'une égalité républicaine est une nécessité juridique et vouloir la réaliser un objectif essentiel mais qu'on ne peut considérer comme atteint. Contre une vision trop globale et simplificatrice, la première chose qu'il faut prendre en considération, c'est donc la pluralité des mondes et leurs divisions internes malgré l'existence de totalités effectives.

S'il y a bien un système de production globalisé, cela ne signifie ni qu'il n'y ait qu'un seul système, ni qu'il n'y ait pas d'autres formes de globalisation (technique, médiatique, scientifique, juridique, migrations, épidémies, etc.). Il faut d'ailleurs ajouter qu'on n'est pas tous contemporains. Nous ne vivons pas tous dans le même temps (le présent lui-même dans son immédiateté où se rassembleraient toutes choses). Il y a un temps propre à chaque monde ou processus, bien qu'on soit bombardé des mêmes informations en "temps réel". On ne peut être présent à tous ces mondes à la fois. Contre toutes les mystiques de l'unité, il faut affirmer qu'il n'y a pas l'Un tout seul (pas d'ensemble de tous les ensembles), il n'y a pas l'Un sans **l'Autre**. S'il ne peut plus être question de changer "Le" Monde en son entier mais d'en changer plusieurs, à différentes échelles, l'action locale retrouve tout son sens à pouvoir participer à la construction petit à petit et par le bas d'un altermonde.

Ces considérations sont sans doute nécessaires dans le contexte actuel pour se détourner de solutions globales chimériques et se résigner à des approches plus locales et réalistes de stratégies **différenciées** en fonction des questions : crise économique, productivisme capitaliste, empreinte écologique, conversion énergétique, adaptation au numérique, même si le but est de faire converger ces différentes stratégies dans un projet global. Il faut se convaincre qu'il n'y a aucun miracle à attendre d'une impossible révolution mondiale ou métamorphose inouïe de l'humanité (que certains attendent d'une "singularité" technologique), pas plus que d'un retour à la terre des populations urbanisées, un arrêt soudain de l'évolution technique ou que sais-je ? Les problèmes devront être traités un à un en faisant feu de tout bois et ne désertant aucun terrain. Il faut simplement essayer de donner cohérence à une stratégie d'ensemble sur le long terme pour aller le plus loin possible dans une radicalité qui ne soit pas purement verbale mais tire le plus grand parti possible des potentialités du temps.

Pour cela, il y a des raisons **positives** de valoriser le niveau local, pas seulement d'être à portée de main quand tout le reste nous échappe. D'abord qu'il ne peut y avoir de relocalisation imposée d'en haut alors qu'elle doit se faire inévitablement localement. Ensuite, c'est au niveau local qu'on peut le mieux préserver son environnement, passer aux énergies renouvelables, réduire son impact climatique, soutenir le travail autonome. Enfin, c'est tout simplement là où l'on vit, lieu des rapports humains, d'une démocratie de face à face et des échanges de proximité, c'est donc là qu'on peut changer notre vie. Toutes ces raisons font qu'il ne peut y avoir que des alternatives locales à la globalisation marchande.

Ne pas compter sur une révolution mondiale rayant soudain le capitalisme de la surface de la Terre signifie qu'il faudra faire avec un certain temps. Tout ce qu'on peut espérer, c'est limiter son emprise, construire des alternatives, organiser la sortie de la société salariale mais, en attendant, il faut arriver à mieux réguler le capitalisme et régler l'instabilité financière. L'écologie-politique ne peut se désintéresser de ce qui constitue pour longtemps encore ce qu'on peut appeler le **premier monde**, celui de l'économie

marchande globalisée. Dans ce domaine, il est clair qu'on ne fait pas ce qu'on veut, malgré tous ceux qui prétendent le contraire. C'est la crise qui dicte sa loi comme d'un pays conquis - les Grecs en savent quelque chose - et s'il faut changer la façon dont cette crise est gérée, c'est qu'elle nous mène dans le mur mais il faut construire pour cela les rapports de force nécessaires, ce qui est une voie réformiste faite de compromis et qui ne change pas le système. Ce n'est pas ce qui changera toute la logique et l'infrastructure du système de production en place.

Un autre monde est possible dont il y a déjà quelques signes, un autre système de production relocalisé qui pourrait grignoter petit à petit le productivisme industriel et salarial. Il faut juste ne pas confondre le premier monde et l'altermonde mais agir sur les deux plans pour préserver notre avenir commun. Il serait irresponsable de délaisser le terrain de la finance et du capitalisme alors qu'on a absolument besoin d'en dompter la sauvagerie et qu'on a vraiment intérêt à ce qu'il se transforme en **capitalisme vert**. Tant qu'on reste dans le capitalisme, prendre le capitalisme vert pour ennemi est de la fausse radicalité même s'il est vrai qu'on ne saurait s'en satisfaire et qu'on doit organiser la sortie du capitalisme salarial mais ce n'est pas l'un ou l'autre. Ce sont des approches complémentaires qui ne devraient pas diviser les écologistes.

De la même façon, il est très important de soutenir les ONG qui essaient de peser sur les traités internationaux pour obtenir des réglementations écologiques, sensibiliser aux risques vitaux, tout aussi important que de soutenir la recherche sur le climat encore trop incertaine, mais cela n'empêche pas que l'écologie-politique ne saurait se résumer à ces instances technocratiques. Il faut simplement tenir **les deux bouts**, penser global et action locale, la radicalité se situant surtout au niveau local sans devoir s'opposer au réformisme global. L'altermonde est basé sur le local mais il n'est pas isolé du reste du monde, il côtoie la globalisation marchande et en reste dépendant pour longtemps encore, notamment pour la reconversion énergétique. Il y a des circuits à assurer, l'alimentation en ressource de 7 milliards d'être humains ! L'extrémisme là aussi serait irresponsable. Il n'est même pas souhaitable de tout relocaliser, ni que chaque village ait son haut-fourneau, ni de faire pousser des plantes qui ont besoin de beaucoup d'eau dans les pays arides (lorsque la Jordanie importe du blé, on peut dire qu'elle importe de l'eau). Il est plutôt recommandé de se spécialiser dans les cultures adaptées aux atouts du climat local. De toutes façons, la relocalisation prend du temps, plus qu'il ne faudrait sans aucun doute au regard de l'urgence...

Même si on ne peut se débarrasser immédiatement du capitalisme et qu'il serait complètement illusoire de s'imaginer que tout le monde adopte un mode de vie écolo, c'est bien dans ce sens qu'il faut aller : sortir du productivisme et de la société de consommation pour réduire notre empreinte écologique. Il ne s'agit pas de vouloir changer les gens, comme si on était leur modèle, mais seulement de faciliter la sortie du circuit marchand en valorisant leurs savoirs-faire et développant leurs compétences. Il s'agit de détourner la consommation vers la production, de [changer le travail pour changer la vie](#), c'est-à-dire de donner le choix d'un autre travail et d'un autre mode de vie, ce qui devrait constituer un progrès de nos libertés. Or, il y a bien **convergence** ici entre le numérique, l'écologie et le développement humain puisque le numérique produit une indéniable dématérialisation et qu'il donne de nouvelles capacités de régulation tout en exigeant plus d'autonomie et de formations élevées pour l'économie cognitive. Le capitalisme s'impose par les prix mais s'installe et structure la société par le salariat et la société de consommation (fordisme). Sortir du capitalisme, suppose donc de pouvoir sortir du salariat, ce qui serait rendu possible par [un revenu garanti et des coopératives municipales](#) (coopératives de travailleurs autonomes de la commune) faisant du travail "le

premier besoin de la vie" au lieu de loisirs marchands et donnant à l'épanouissement dans son activité quotidienne la primauté sur les gains monétaires. Le numérique permet de travailler à distance sans se déplacer mais aussi de rapatrier certaines productions (imprimantes 3D, Fab Labs). Sinon, la plupart des travailleurs autonomes (tout comme l'agriculture familiale) ont besoin de trouver leurs débouchés dans l'économie locale, ce que des coopératives municipales sont supposées faciliter.

Même si on ne peut se passer complètement de travail salarié et qu'on a besoin là aussi d'approches différenciées entre territoires, [grandes villes](#) et campagnes, d'un point de vue écologique, **relocalisation** et travail autonome sont étroitement liés, impliquant des échanges et services de proximités avec un maximum de productions locales (entre autres d'énergies renouvelables). Le meilleur outil pour favoriser les échanges locaux, ce sont les [monnaies locales](#) qui peuvent se combiner avec un [revenu garanti et des coopératives municipales](#) pour donner accès au travail autonome, sortir du productivisme et relocaliser l'économie. C'est en tout cas la voie d'un nouveau système de production à construire qui pourrait avoir vocation sur le long terme à prendre le dessus sur un capitalisme industriel en déclin à l'ère du numérique (surtout après la saturation du marché). Cependant, il ne faut pas se cacher que l'un des obstacles majeurs à faire tomber pour cela vient de l'Europe car, à l'opposé de la sacro-sainte concurrence libre et non faussée, il serait primordial d'introduire la proximité dans ses principes fondateurs afin d'équilibrer le seul marché unique sans raviver un protectionnisme national.

En soi, des alternatives locales n'ont d'intérêt que pour ceux qui les expérimentent. Pour qu'elles deviennent la base d'un altermonde, d'une économie alternative au capitalisme globalisé, il est essentiel de faire partie d'un mouvement général, de s'inscrire dans un projet global et des **réseaux altermondialistes**. En tant que projet politique, on peut dire que "l'écologie c'est la relocalisation plus les réseaux alternatifs" mais cette autre globalisation ne peut s'ancrer que dans le local. C'est là qu'il y aurait besoin de constituer un mouvement altermondialiste plus consistant, une écologie plus alternative ou expérimentale mais surtout plus centrée sur la relocalisation et notre entrée dans l'ère du numérique (sans oublier pour autant la reconversion énergétique).

Dès lors que l'on quitte la fiction d'un monde unique et qu'on reconnaît qu'il y a toujours eu une économie plurielle (domestique, étatique, marchande, associative), il ne devrait pas être impensable d'introduire dans cette pluralité un durcissement des contradictions jusqu'à opposer au monde marchand un autre monde, celui de l'altermondialisme, des alternatives locales, voire des hackers (avec 2 internets aussi, l'officiel et le pirate). Il ne suffit pas d'une multiplicité livrée au marché des préférences personnelles mais il faut arriver à se constituer comme puissance contre une autre puissance, représentant une réelle alternative des logiques productives comme des façons de penser. Au lieu de baisser les bras devant une finance mondialisée sur laquelle nous avons effectivement peu de prise, cela devrait nous inciter à mondialiser la résistance et se constituer en contre-monde, ce qui est bien le programme de l'altermondialisme mais veut dire aussi très concrètement assumer une [société duale](#) entre riches et pauvres, entre un productivisme qui rapporte et un exercice plus épanouissant de ses compétences mais qui est moins profitable. En effet, l'autre monde n'est pas celui des riches mais de la solidarité entre ceux qui n'ont rien ou vivent de peu. Il s'agit d'une certaine façon de faire sécession, bien qu'il ne soit pas question de murs étanches mais seulement de creuser les différences, les modes de consommation comme de production, et tendre petit à petit à s'autonomiser du premier monde, permettre du moins à un pourcentage de plus en plus grand de la population de vivre en dehors de l'économie marchande.

Au préalable, il faudrait que cet altermonde soit réellement **viable** et désirable pour faire le poids face au pouvoir de l'argent, il ne suffit pas de bons sentiments, encore moins d'esprit de sacrifice. Il faudra donc qu'il s'ancre à la fois dans les réalités locales et les nouvelles potentialités de l'ère du numérique pour répondre aux défis écologiques des 50 prochaines années (climat, énergie, pic de population), défis auxquels l'altermonde ne pourra répondre tout seul, les deux mondes devant y prendre part, mais auxquels il devra apporter de meilleures réponses. Cela exigerait cependant une stratégie réaliste et commune encore complètement absente alors que de fausses analyses font croire à un retour en arrière illusoire.

Il y a des aspects purement conjoncturels de la crise qui aura un après, mais sur de nombreux plans (démographique, géopolitique, économique) nous serons comme tous les pays riches en déclin relatif par rapport à notre ancienne position dominante et coloniale. Au niveau de développement où nous sommes parvenus, il n'y aurait pas de raisons de le déplorer si ce n'étaient les plus pauvres qui payaient le prix de la réduction drastique des protections sociales et des petits salaires. Il ne suffit pas de trouver cela intolérable et vouloir s'y opposer sans se donner la peine de comprendre ce qui rend inévitable ces "ajustements structurels" dans le contexte actuel. Face à cet **appauvrissement** programmé, on n'a pas vu en quoi les protestations des peuples ont pu changer quoi que ce soit jusqu'ici, un changement d'orientation ne pouvant sans doute qu'en atténuer les effets. En attendant, plutôt que de croire au retour immédiat de la croissance, il vaudrait mieux essayer de s'adapter aux restrictions qui touchent une grande partie de la population, y compris un nouveau "prolétariat intellectuel" avec l'émergence depuis une dizaine d'années des intellos-précaires surdiplômés au chômage. Ce serait l'occasion d'en profiter pour accélérer la conversion écologique avec des réseaux alternatifs. L'écologie consiste à faire mieux avec moins, ce qui est compatible avec un appauvrissement monétaire mais qu'il faudrait démontrer en acte. Si la "simplicité volontaire" est critiquable pour son moralisme se substituant à la politique, il ne serait pas mauvais que se développe une culture de la pauvreté avec un certain mépris pour les riches et une fierté d'appartenir au peuple plus qu'à l'élite, de partager la vie commune, attachés à la durabilité des objets et leur recyclage. Ce qu'on appelle le développement humain implique effectivement de faire des plus pauvres la norme d'une vie vivable.

Même s'il en existe déjà quelques germes, on ne peut s'attendre à ce que cette voie de l'altermonde rencontre un accueil favorable et massif, il faudra sans doute avoir épuisé avant toutes les facilités apparentes des solutions simplistes et le déni du réel des démagogues pour se résoudre enfin à ce que nous dicte l'évolution du monde et des technologies tout comme les contraintes écologiques. Une seule certitude, cela ne sera pas immédiat et prendra même beaucoup trop de temps au regard des délais qui nous sont impartis, il ne faut donc pas mettre tous nos oeufs dans le même panier et négliger la régulation du capitalisme financiarisé même si on ne peut en attendre trop. Cette stratégie des deux mondes serait essentielle pour ne pas s'enfermer dans le réformisme ou l'utopie alors qu'elle est rejetée violemment par les deux côtés ne voulant pas se compromettre l'un avec l'autre. On comprend bien la difficulté par rapport aux discours idéologiques unifiants de vouloir défendre à la fois une division de la société et des stratégies différenciées en fonction des nombreux niveaux territoriaux (local, régional, national, européen, global), exigeant à chaque fois des modes d'organisation différents. Il faudra bien pourtant se battre sur tous les fronts, on n'a pas le choix. Pour l'instant, tout cela reste du domaine de l'hypothèse et loin du réalisme revendiqué, mais [jamais période ne fut aussi révolutionnaire](#), des surprises sont toujours possibles qui peuvent changer la donne - pas forcément toujours dans le bon sens, hélas.

Jean Zin, 06/2013